

Les professionnels répondent au plan Besson

Les **154 mesures** censées permettre à la France de [rattraper son retard](#) dans le numérique ont été passées au crible des organisations professionnelles. Les réactions ont dès lors été fidèles aux positions déjà tenues par le passé...

L'Association française des éditeurs de logiciels (**Afdel**) qui réunit les géants des logiciels propriétaires s'est « *félicitée de l'attention portée à son secteur* ». Une position qui exprime un soutien clair au plan annoncé par le secrétaire d'Etat aux Nouvelles Technologies. Patrick Bertrand, le président de l'association a tenu à souligner le **rôle moteur du projet** : « *La place centrale du logiciel dans l'écosystème numérique et son effet de **levier sur la croissance** sont reconnus et la nécessité d'une véritable politique industrielle est logiquement soulignée* » .

Une interrogation subsiste néanmoins, l'Afdel se pose des questions sur l'intérêt de la possibilité de vendre des ordinateurs « nus » sans logiciel d'exploitation (ce qui paraît logique). L'association souligne que le souhait du consommateur s'oriente en revanche a contrario vers le tout intégré (hardware, software, services) à l'instar des téléphones mobiles, ordinateurs et autres équipements multimédias.

De son côté **l'April** y voit là une nouveauté très attendue L'Association de promotion et de défense du logiciel libre représentée par Alix Cazenave, sa porte-parole, s'est fendu d'un communiqué : « *C'est un **point positif** qui va permettre de diversifier les offres et de **ne pas avoir uniquement du Windows Vista sur le marché*** » .

Pour autant, l'April n'est pas dupe.« *Toutefois, si Monsieur Besson se soucie des consommateurs, ce n'est pas le Logiciel Libre qui semble ici l'intéresser : le terme ne figure pas une seule fois dans ce rapport* » . Et de poursuivre : « *Nous attendons maintenant du concret. Ces mesures sont essentielles pour permettre une diversification des offres et ouvrir le marché aux systèmes d'exploitation libres.* »

Côté acteurs du Web, **L'Asic** ou Association des Services Internet Communautaires (regroupant les **géants du Net** tels que Google, Priceminister, Dailymotion ou Yahoo...) s'est réjoui d'un plan « *qui souligne la volonté de l'État de poursuivre une **politique de développement de l'économie numérique**. Son objectif principal est de permettre à tous les Français d'accéder à Internet, et l'ASIC y souscrit à 100%* » . L'association salue en particulier la **préservation du statut de l'hébergeur** qui implique l'absence d'obligation de surveillance a priori de leur part.

Enfin, les syndicats professionnels se sont même penchés sur le sujet, notamment le Syntec Informatique qui a estimé que « *ce plan représente le **signal fort** que nous attendions de l'Etat* » .

Tous sont donc plutôt optimiste quant à la marche à suivre. Reste à en connaître les applications concrètes et les enveloppes budgétaires....